

PRÉFET DE L'OISE

Arrêté mettant en demeure la société VALFRANCE de respecter certaines dispositions applicables à son site exploité sur la commune de Nanteuil-le-Haudouin.

LE PREFET DE L'OISE
Chevalier de la Légion d'Honneur

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1 et L.514-5 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée aux articles R.511-9 à R.511-10 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

Vu les actes administratifs antérieurs réglementant le fonctionnement des stockages de céréales et d'engrais liquides exploités par la société VALFRANCE sur la commune de Nanteuil-le-Haudouin, route de Montagny, à savoir l'arrêté préfectoral d'autorisation du 15 mai 1998 et l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 août 2010 ;

Vu l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 août 2010 susvisé qui dispose : « *Sans préjudice de réglementation spécifique, toutes dispositions doivent être prises afin que les personnes non autorisées ou en dehors de toute surveillance ne puissent pas avoir accès aux installations (clôture, panneaux d'interdiction de pénétrer, etc)* » ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite d'inspection du 1^{er} août 2016 réalisée sur le site, transmis à l'exploitant par courrier du 3 août 2016 conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Vu l'absence d'observation à ce jour de la société VALFRANCE faisant suite à la transmission du rapport susvisé ;

Considérant que lors de la visite du 1^{er} août 2016, l'inspecteur de l'environnement a constaté les faits suivants :

- 1 porte coulissante située du côté du silo était ouverte et précédée par 2 barrières automatisées qui sont franchissables ;
- 2 portes coulissantes situées du côté de la voie ferrée et 1 porte coulissante située du côté du magasin phytosanitaires et la Route Départementale étaient ouvertes ;
- la présence d'espaces entre :
 - la porte coulissante (située à proximité de l'installation de chargement train) et un poteau de l'installation de chargement train,
 - la clôture (côté voie ferrée) et le long du portillon (côté voie ferrée en direction du bâtiment phytosanitaires),
 - le sol en béton et le bas de la grille (située à proximité du portillon et du côté de la voie ferrée, en direction du bâtiment phytosanitaires) ,

- la clôture est détériorée aux endroits situés respectivement :
 - du côté de la Route Départementale et en face du magasin,
 - du côté de la voie ferrée, et entre la fin du prolongement du silo vertical et le STOMO (stockage de céréales à l'air libre en attente d'être ensilées dans les silos) ,
- 1 des éléments de la structure de toutes les portes coulissantes, situé en partie basse à 80 cm environ du sol et ayant la forme d'un pavé droit, peut servir de marche-pied ,
- du côté Est du site, à proximité d'un bassin d'infiltration aménagé à l'extérieur du site, une partie de la clôture est en grillage torsion de maille 50 x 50 mm, ce qui ne permet pas de garantir une solidité suffisante de la clôture sur cette portion ;

Considérant que le site est rendu accessible à toute personne non autorisée ou en dehors de toute surveillance par les barrières restant franchissables, des portes coulissantes restées ouvertes, des espaces dans les lieux mentionnés précédemment, des endroits de la clôture détériorés, un élément de la structure des portes coulissantes situé à 80 cm du sol et ayant la forme d'un pavé droit, et par une portion de la clôture dont la nature est en grillage torsion de maille 50 x 50 mm ;

Considérant que ces constats constituent un manquement aux dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 août 2010 susvisé ;

Considérant que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la coopérative agricole VALFRANCE de respecter les prescriptions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 août 2010 précité ;

Sur proposition du directeur départemental des Territoires de l'Oise,

A R R Ê T E

ARTICLE 1^{er} :

La société VALFRANCE, exploitant un stockage de céréales et d'engrais liquides sis Route de Montagny sur la commune de Nanteuil-le-Haudouin, est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 8 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 23 août 2010 en rendant le site inaccessible à toute personne non autorisée ou en dehors de toute surveillance dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 2 :

Dans le cas où l'obligation prévue à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 :

Conformément à l'article L.514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif d'Amiens, dans les délais prévus à l'article R.514-3-1 du même code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois suivant la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de sa publication au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Oise.

ARTICLE 4 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Oise, le sous-préfet de Senlis, le maire de Nanteuil-le-Haudouin, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nord-Pas-de-Calais-Picardie, le directeur départemental des Territoires de l'Oise et l'inspecteur de l'environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Beauvais, le **30 SEP. 2013**

Pour le préfet,
et par délégation,
le secrétaire général



Blaise GOURTAY

Destinataires

Société VALFRANCE

M. le sous-préfet de l'arrondissement de Senlis

M. le maire de Nanteuil-le-Haudouin

M. l'inspecteur de l'environnement

s/c de M. le chef de l'unité départementale Oise de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Nord-Pas-de-Calais-Picardie

